

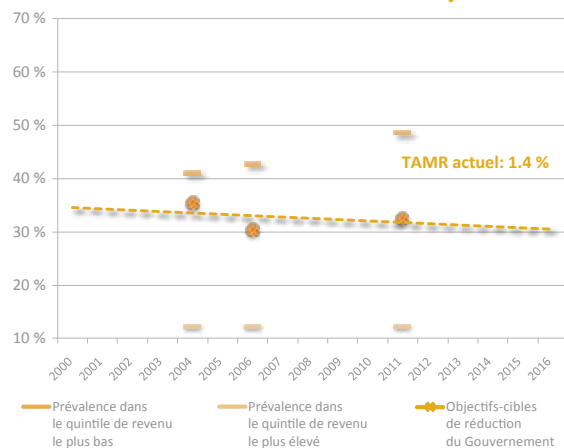
Cameroun



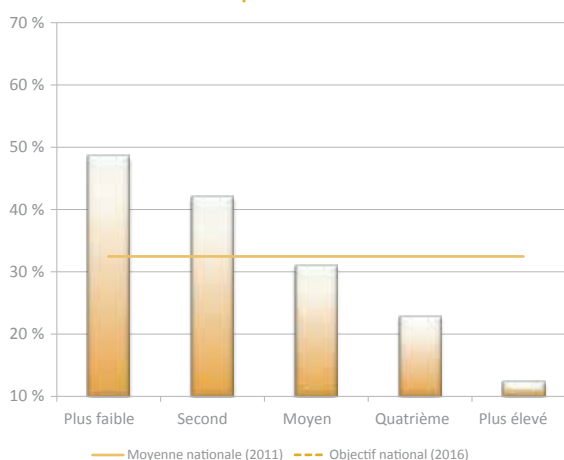
Date d'adhésion : février 2013

Données démographiques	
Population nationale (en millions en 2010)	20,6
Enfants de moins de 5 ans (en millions en 2010)	3,4
Adolescentes (15 à 19 ans) (en millions en 2010)	1,10
Nombre moyen de naissances (en millions en 2010)	0,80
Taux de croissance de la population (2010)	2,57 %
Indicateurs (EDS 2011) des Cibles de Nutrition de l'OMS	
Faible poids de naissance	7,6 %
Allaitement maternel exclusif entre 0 et 5 mois	20,4 %
Retard de croissance chez les moins de cinq ans	32,6 %
Émaciation chez les moins de cinq ans	5,8 %
Surpoids chez les moins de cinq ans	6,5 %
Couverture des facteurs relatifs à nutrition	
Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants	
Régime alimentaire minimum acceptable entre 6 et 23 mois	-
Diversité minimale du régime alimentaire entre 6 et 23 mois	-
Interventions pour prévenir les carences en vitamine et minéraux	
Supplémentation en zinc contre la diarrhée (Enfants de moins de cinq ans)	0,1 %
Femmes enceintes ayant fait quatre ou plus de consultations prénatales	62,2 %
Supplémentation en vitamine A (6 à 59 mois)	88,0 %
Ménages consommant le sel adéquatement iodé	90,9 %
Responsabilisation de la femme	
Alphabétisation des femmes	69,2 %
Taux d'emploi féminin	61,5 %
Âge médian au premier mariage	18,7
Accès au personnel qualifié pour l'accouchement	63,6 %
Femmes ayant eu un enfant avant l'âge de 18 ans	25,2 %
Taux de fécondité	5,2
Autres indicateurs pertinents de nutrition	
Taux d'urbanisation	48,95 %
Part de revenu détenue par les 20 % de la tranche la plus inférieure	6,73 %
Calories par habitant par jour (kcal / habitant / jour)	2.322,7
Énergie provenant d'aliments autres que les aliments de première nécessité	37,61 %
Disponibilité du fer de source animale (mg / habitant / jour)	1,4
Accès aux infrastructures sanitaires améliorées	39,9 %
Défécation en plein air	7,2 %
Accès aux sources améliorées d'eau potable	68,6 %
Accès au branchement d'eau courante domestique	13,3 %
Eau de surface comme source d'eau de boisson	9,6 %
PIB par habitant (\$ US courants, 2013)	1.315,00
Exportations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	1,90
Importations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	0,93

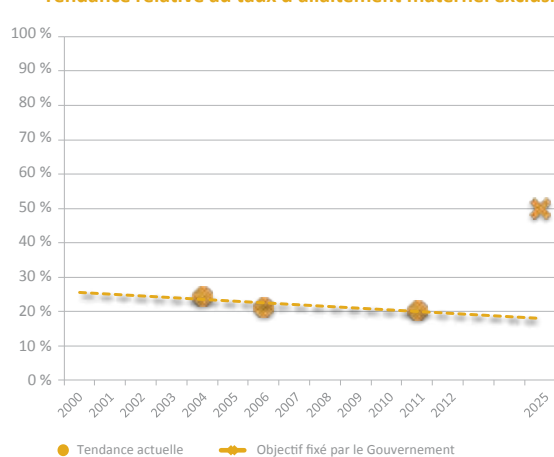
Tendance relative au retard de croissance et objectifs-cibles



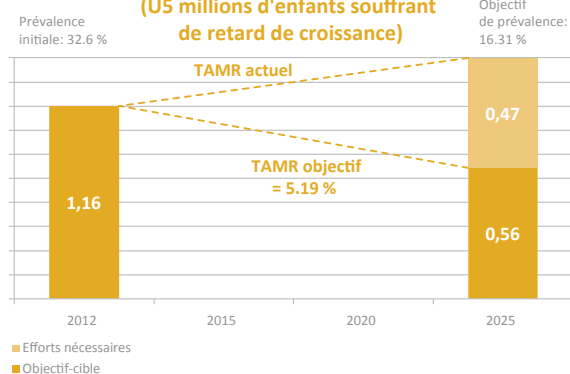
Répartition du retard de croissance dans tous les quintiles de richesse



Tendance relative au taux d'allaitement maternel exclusif



Objectif-cible de réduction du retard de croissance (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance)



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Cameroun a rejoint le Mouvement SUN en mars 2013. La plateforme multiacteurs est en phase de démarrage, le Point focal est désigné et les participants, identifiés mais pas encore nommés, continuent de s'imprégner du fonctionnement de la structure. Une formalisation réglementaire et une dotation en ressources humaines et financières permettraient de rendre son action plus efficace.

La plateforme se coordonne avec le Comité interministériel pour la sécurité alimentaire, créé en 2009, regroupant 19 ministères et présidé par le Secrétaire général du cabinet du Premier ministre. Sa mission est de développer des orientations politiques et stratégiques pour les interventions de sécurité alimentaire et la mise en œuvre du programme national de sécurité alimentaire.

La plateforme de la société civile présidée par Helen Keller International associe des ONG de secteurs divers (santé, éducation, agriculture). Les termes de référence ainsi qu'un programme de travail ont été élaborés, qui comprend la recherche de fonds propres.

Le Réseau des Nations-Unies, sous le leadership de l'UNICEF, prépare son plan d'action. La Coopération française travaille à la création d'une plateforme des donateurs. Un réseau du secteur privé a été lancé lors du Business Forum de la nutrition (mai 2014).

Un réseau de parlementaires pour la lutte contre la malnutrition est également très actif.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le cadre commun de résultats n'a pas encore été développé car le plan d'action multisectoriel n'est pas finalisé mais le Cameroun a déjà indiqué qu'il aurait besoin d'un soutien extérieur pour son élaboration.

Du point de vue des programmes, les interventions directes en matière de nutrition sont concentrées sur la « fenêtre d'opportunité » des 1000 premiers jours. Les activités sont centrées sur les interventions essentielles concernant la nutrition, la lutte contre les carences en micronutriments grâce à une campagne de grande envergure sur l'enrichissement des aliments et l'enrichissement à domicile à l'aide des micronutriments en poudre, la supplémentation en vitamine A, en fer et en acide folique ; la prise en charge de la malnutrition aiguë, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que la nutrition maternelle.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'analyse des textes existants relatifs à la nutrition a été faite et fait apparaître que la nutrition est bien intégrée dans les secteurs clés : Eau et Assainissement, agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle (programme National d'Investissement Agricole et nouveau Programme national de sécurité alimentaire, qui intègre une composante « appui à la production et à l'éducation nutritionnelle » afin de sensibiliser à la consommation d'aliments à haute valeur nutritionnelle), éducation et recherche scientifique, développement rural, protection sociale, réduction de la pauvreté/stimulation de la croissance. Cependant, le programme de réduction de la mortalité maternelle et infantile ne prend pas en compte à nutrition.

Il existe également des lois et décrets sur la commercialisation des substituts du lait maternel, l'enrichissement des aliments et les congés de maternité.

Grâce aux efforts de plaidoyer de la plateforme, la Présidence de la République a récemment demandé au Gouvernement de mettre sur pied un programme National de lutte contre la malnutrition.

Les efforts d'implémentation et de diffusion des politiques doivent être renforcés et la rédaction d'un plan d'action multisectoriel pour la lutte contre la malnutrition est en cours.

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Le chiffrage du plan ne pourra intervenir qu'une fois le plan d'action multisectoriel achevé. Il n'existe pas actuellement de système de suivi des financements consentis pour les activités et programmes de nutrition. S'il n'existe pas de ligne budgétaire spécifique à la nutrition, la part du budget alloué par les ministères sectoriels à la nutrition est stable. Certains partenaires ont noté une augmentation significative des ressources attribuées aux interventions d'urgence en 2013.

Progrès réalisés dans les quatre processus SUN Cameroun

Notation des marqueurs de progrès 2013¹ et 2014²

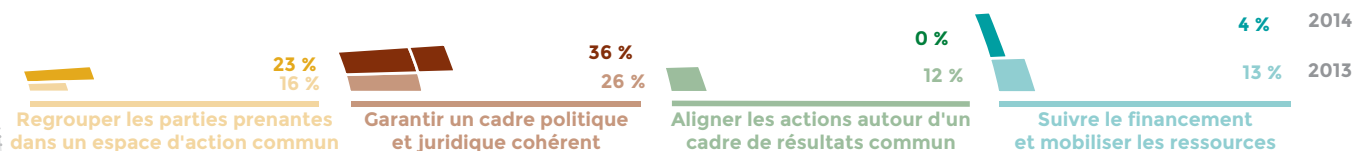
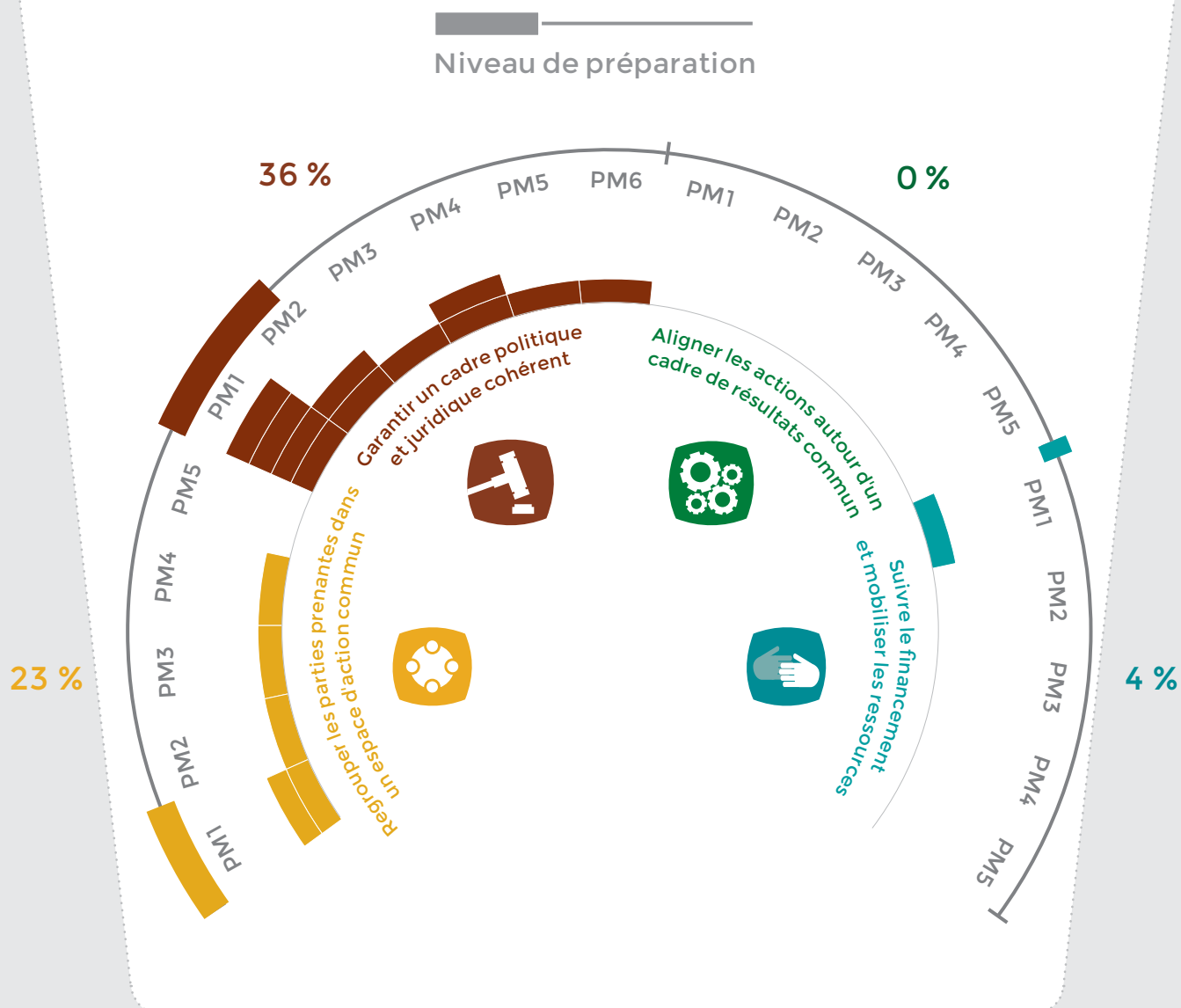


Tableau de bord des marqueurs de progrès 2014



¹Évaluation externe par le Secrétariat du Mouvement SUN
²Évaluation interne par un exercice national d'auto-évaluation